

3.- Dans deux textes qu'ils ont fait traduire et imprimer en plusieurs langues, puis envoyés aux organismes dirigeants de la plupart des Partis Communistes et Ouvriers, en priant certaines directions de bien vouloir les diffuser dans leurs rangs, les membres de la direction du Parti Communiste Chinois ont souligné les divergences qui les séparaient principalement du Parti Communiste de l'Union Soviétique.

Ces textes : « A propos de l'impérialisme, source de la guerre moderne » et « Vive le léninisme », affirmaient en particulier :

a) Il n'y a eu aucun changement, quel qu'il soit, dans la nature de l'impérialisme depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Par conséquent, le danger de guerre est toujours aussi permanent et la guerre est fatale.

b) La coexistence ne peut être que le résultat d'une lutte. Par conséquent il faut imposer la coexistence aux pays capitalistes en se battant contre leurs deux tactiques interchangeable : la tactique de guerre et la tactique de paix.

c) La lutte pour la paix et la lutte pour le socialisme sont deux luttes différentes. Par conséquent, il faut mener de front la lutte pour la paix avec des forces non communistes, par des compromis, et la lutte pour le socialisme avec des forces révolutionnaires.

d) Les impérialismes « barbares et anthropophages » s'arment de plus en plus pour maintenir l'exploitation de leurs peuples et écraser leurs tentatives de lutte libératrice. Par conséquent, nous devons guider et soutenir les guerres révolutionnaires justes, seul chemin de l'émancipation prolétarienne.

Ces documents, reproduits par divers journaux bourgeois, en particulier, en France, par « LE MONDE », qui l'avait puisé dans l'organe théorique du Parti Communiste Chinois, « LE DRAPEAU ROUGE », prenaient systématiquement le contre-pied des thèses élaborées par le XX^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique, concernant :

a) les changements intervenus dans la nature de l'impérialisme mondial ;

b) les possibilités grandissantes de la coexistence pacifique entre les pays socialistes et capitalistes ;

c) la marche au socialisme à travers les larges rassemblements des peuples pour le maintien de la paix ;

d) la constatation que la guerre n'est plus fatale ;

e) la possibilité pour certains partis communistes et ouvriers de conduire le prolétariat au pouvoir par des voies pacifiques.

Si ces thèses attaquées par la direction du Parti Communiste Chinois de façon aussi publique avaient été seulement l'expression de l'opinion du Parti Communiste de l'Union Soviétique, nul n'aurait songé à se plaindre d'une divergence exprimée selon les règles normales d'échanges d'idées entre Partis frères.

Mais la direction du Parti Communiste Chinois rendait publiques ses divergences non seulement avec les thèses du Parti Communiste de l'Union Soviétique, mais aussi avec l'immense majorité, la quasi-unanimité des Partis Communistes et Ouvriers du monde entier qui, depuis le XX^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique et après la déclaration commune de 1957, avaient approuvé ces positions résultant d'une juste analyse de la situation internationale.

Après la Conférence de Moscou, où les délégués du Parti Communiste Chinois, représentant la direction que le camarade MAO TSE-TOUNG n'avait pas jugé nécessaire, comme les autres Partis frères, d'incarner lui-même, votèrent la Résolution, la situation changea,

Reniant le vote de leurs propres délégués, reniant parfois leur propre vote quand c'étaient ces délégués eux-mêmes qui persistaient à exprimer des divergences, la direction du Parti Communiste Chinois passa à une nouvelle

forme de lutte pour la défense de thèses condamnées, après discussion et vote démocratique.

Ainsi qu'il était prévisible, selon les leçons de toutes les déviations et refus des décisions démocratiques, pour persister à défendre des thèses condamnées par la quasi-unanimité du mouvement communiste mondial, les membres de la direction du Parti Communiste Chinois eurent recours à des procédés inamicaux, fractionnels et même hostiles.

Ils cherchèrent d'abord appui du côté de certaines directions de Partis frères soumis à leur influence en raison du voisinage ou des affinités naturelles, en particulier les Partis Communistes ou Ouvriers de la République Démocratique du Viet-Nam, de la Corée, de l'Indonésie.

Il se trouva, en Europe, un seul parti, le plus marqué par les déformations dogmatiques de la période fautive de la direction stalinienne, le Parti Albanais, pour soutenir les divergences du Parti Communiste Chinois.

Les camarades de la direction du Parti Communiste de l'Albanie Populaire n'ont pourtant pas une situation comparable à celle de la Chine, ni un tel passé de combats militaires. Mais ils sont entrés en opposition avec le Parti Communiste de l'Union Soviétique pour deux raisons :

a) la critique franche des erreurs de STALINE ;

b) la tentative de rapprochement avec TITO en vue de réintégrer la République Populaire Fédérative de Yougoslavie dans le camp socialiste.

Il n'est pas nécessaire de faire entrer en ligne de compte les dimensions de l'Albanie, sa situation économique qui la fait tributaire du camp socialiste, ni les conditions qui la différencient de la Chine Populaire.

Les dirigeants du Parti Albanais, dans une sorte de défi qui ne pouvait présenter aucun risque réel, ont décidé, au lendemain du XX^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique, qu'ils rejetaient la juste critique faite des activités de Joseph STALINE durant une certaine période de sa vie.

Ils ont montré quels buts cachaient ces soi-disants désaccords politiques en continuant les pratiques du culte de STALINE mais aussi d'HODJA, en continuant la sélection des cadres du Parti et de l'Etat non en raison de la valeur et de l'expérience des hommes mais selon les liens de parenté, d'origine ou d'amitié de ceux-ci avec le cercle dirigeant. Comme le culte de la personnalité a des conséquences politiques inévitables, ils ont persécuté et même condamné des militants valeureux qui osaient, se réclamant des principes du XX^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique, formuler quelques critiques dans les assemblées régulières du Parti.

Renouvelant les procédés d'une époque heureusement révolue, ils n'ont pas craint d'accoler au dos des camarades qui les gênaient l'étiquette « d'espion de TITO », alors même qu'ils multipliaient les envois d'espions en République Populaire Fédérative de Yougoslavie, et provoquaient des incidents de plus en plus graves aux frontières Albano-Yougoslaves.

Que le Parti frère d'Albanie, trompé par des dirigeants peu avisés, ait cherché un soutien économique, matériel, du côté de la République Populaire Chinoise, en redoutant la réduction de l'aide des pays socialistes qu'ils défiaient, pourrait, à la rigueur, dans ce contexte, paraître explicable.

Ce qui l'est beaucoup moins, c'est qu'un grand Parti comme le Parti Communiste Chinois ait choisi un tel « allié » en Europe et associé sa cause aux dirigeants du Parti Albanais, en leur donnant une dangereuse importance et en épousant leur querelle excessive et dangereuse contre la République Populaire Fédérative de Yougoslavie.

La direction du Parti Communiste Chinois s'est-elle bornée à « pactiser » avec les directions, très rares, des Partis Communistes ou Ouvriers qui, pour une raison ou une autre, jugeaient bon de la soutenir dans ses divergences ?